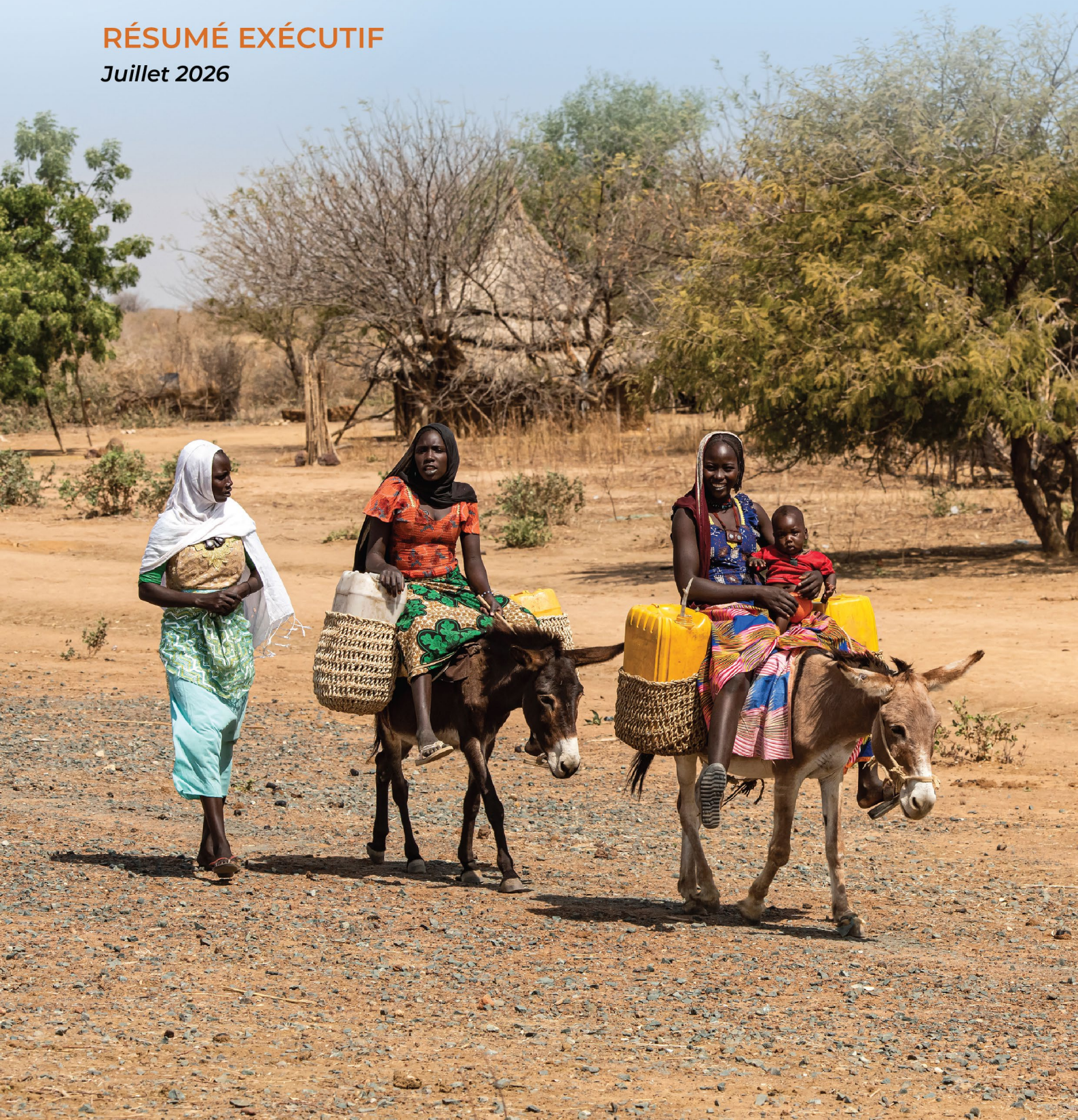


Doing Research au **TCHAD**

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Juillet 2026



Doing Research au TCHAD

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Juillet 2026

AVERTISSEMENT :

Ce rapport est le résultat d'une extension multi-pays de l'initiative mondiale Doing Research en Afrique francophone, généreusement financée par le ministère des Finances de la France, à travers l'Agence Française de Développement, dans le cadre du Pôle Clermontois de Développement International. Doing Research est une initiative phare du Global Development Network (GDN), mise en œuvre et conduite de manière indépendante.

Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD ou du GDN.

Le Global Development Network est une organisation internationale publique qui soutient la recherche en sciences sociales de haute qualité et axée sur les politiques dans les pays à faible et moyen revenu afin de promouvoir une vie meilleure.

Le Centre de Recherche et des Études Socio-économiques et Politiques (CRESPO) est un laboratoire privé de recherche en sciences sociales. Fort d'une équipe pluridisciplinaire de chercheurs et d'experts aux compétences variées, le CRESPO a pour principales missions de mener des études et des recherches scientifiques, de proposer des formations, une expertise et des services de conseil dans ses domaines de compétence, ainsi que de promouvoir l'engagement scientifique.

Titre : Doing Research au Tchad - Résumé Exécutif

Authors : Alfred Ramadji, Madjindaye Yambaidje, Christian Nadjarabeye Béassoum, Douzounet Mallaye, Mahamat Fouda Djourab, Zakaria Beine, Kelma Manatouma, Nasra Djimasngar, Zakinet Dangbet, Dieudonné Djokina

Publié par : Global Development Network

Design : Suresh Kumar

Édition : 1

Copyright: GDN et CRESPO

Citation suggérée : GDN et CRESPO, Doing Research au Tchad - Résumé Exécutif. Global Development Network, 2026.

Coverpage Photo : iStock/guenterguni

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Introduction

Le Tchad, vaste carrefour de cultures, de langues et de civilisations au cœur de l'Afrique, demeure paradoxalement l'un des pays les moins étudiés du continent, notamment dans le domaine des sciences sociales. Pourtant, les autorités tchadiennes reconnaissent formellement la recherche et l'enseignement supérieur comme des leviers stratégiques du développement durable et de la transformation socioéconomique du pays. Cette ambition se heurte cependant à des contraintes structurelles profondes. Depuis son indépendance, des décennies d'instabilité politique, de conflits armés et de fragilité institutionnelle ont considérablement freiné le développement du système éducatif et limité l'émergence d'un environnement propice à la production scientifique.

Malgré ces difficultés, le paysage universitaire tchadien s'est progressivement étoffé au cours des dernières décennies. Le pays compte aujourd'hui dix universités publiques, plusieurs instituts et grandes écoles spécialisés, ainsi que cinquante-trois établissements privés d'enseignement supérieur. Toutefois, cette expansion quantitative ne s'est pas encore traduite par une consolidation durable des capacités de recherche. L'activité scientifique reste embryonnaire, insuffisamment financée et fortement centralisée à N'Djamena, la capitale, tandis que les infrastructures, les ressources humaines qualifiées, les mécanismes de financement et les dispositifs de diffusion des connaissances demeurent limités.

Le présent rapport propose le premier diagnostic complet du système de recherche en sciences sociales au Tchad. Réalisée par le Centre de Recherche et des Études Socioéconomiques et Politiques (CRESPO), en partenariat avec le Global Development Network (GDN), dans le cadre de l'initiative globale Doing Research (DR), cette étude analyse les principaux facteurs institutionnels, politiques, économiques et organisationnels qui influencent la production, la diffusion et l'utilisation de la recherche. Fondée sur une méthodologie internationale (2017), le 'Doing Research Assessment', contextualisée au Tchad en 2024, elle adopte une approche mixte combinant analyse documentaire, collecte de données quantitatives et investigations qualitatives. Le processus s'est articulé autour de trois axes principaux : l'analyse du contexte national, la cartographie des acteurs du système de recherche et la collecte de données par des enquêtes et entretiens auprès de chercheurs, responsables institutionnels et décideurs publics. L'étude met ainsi en

lumière les principaux défis du secteur, mais également les opportunités de renforcement d'un écosystème scientifique capable de contribuer plus efficacement aux politiques publiques et au développement national.

Principaux résultats

Contexte socio-économique contraignant : Le système de recherche tchadien s'inscrit dans un environnement structurellement défavorable marqué par un très faible niveau de développement humain et des contraintes économiques persistantes. Classé 190^e sur 191 selon l'IDH, le pays souffre d'un accès limité à l'éducation supérieure, avec un nombre moyen d'années de scolarisation de seulement 2,6 ans. Cette situation réduit fortement le vivier potentiel de chercheurs. Par ailleurs, le financement public reste insuffisant, avec environ 0,3 % du PIB consacré à la recherche, et une priorité budgétaire donnée à la sécurité plutôt qu'aux secteurs sociaux. La fracture numérique est également profonde : l'accès à Internet demeure faible (à peine au-dessus de 10 % après 2020) et coûteux, limitant l'accès aux ressources scientifiques internationales et aux collaborations académiques.

Faibles capacités de production scientifique : La production de recherche en sciences sociales au Tchad est limitée par un manque structurel de ressources humaines, financières et matérielles. Les financements disponibles sont en grande partie absorbés par les salaires et les charges de fonctionnement, laissant peu de marges pour les équipements, les missions de terrain ou les bases de données. Le pays compte un nombre relativement faible de chercheurs, et les résultats de recherche restent en deçà des standards, avec certaines sous-dimensions comme les outputs scientifiques et la formation sont évalués comme étant nettement inférieurs aux normes selon les chercheurs tchadiens. À cela s'ajoute une forte inégalité de genre, avec une très faible présence des femmes dans les effectifs académiques, ce qui limite la diversité et le renouvellement du potentiel scientifique.

Faible circulation et visibilité des travaux : La diffusion de la recherche constitue le principal point faible du système, marqué par un déficit aigu de communication scientifique. Les produits de valorisation et de vulgarisation sont quasi inexistants (environ 4 %), ce qui limite drastiquement l'impact social et politique des travaux. Les revues nationales, peu nombreuses, ne sont généralement pas indexées dans les bases internationales et sont rarement accessibles en ligne, réduisant la

visibilité des chercheurs tchadiens à l'échelle mondiale. L'absence de plateformes numériques structurées et de bases de données nationales accentue cet isolement, freinant l'intégration dans les réseaux scientifiques internationaux.

Utilisation limitée de la recherche dans les politiques publiques : L'intégration des résultats scientifiques dans l'action publique reste marginale, illustrant une faible articulation entre recherche et décision politique. Les autorités sollicitent rarement les universitaires pour éclairer les politiques publiques, et la majorité des travaux de recherche ne répond pas à des commandes institutionnelles. Cette situation s'explique notamment par une faible culture de la demande de recherche, des mécanismes de gouvernance peu transparents et un manque d'interfaces entre chercheurs et décideurs. En conséquence, même lorsque des connaissances pertinentes sont produites, leur utilisation reste limitée, réduisant leur contribution potentielle à la résolution des défis sociaux et économiques du pays.

Leviers de transformation

1. Réforme institutionnelle renforcée. Le premier levier consiste à consolider le cadre institutionnel de la recherche, encore marqué par une mise en œuvre incomplète des orientations politiques. Bien que l'État définisse officiellement les priorités scientifiques, celles-ci restent souvent au stade déclaratif et peu opérationnelles. Renforcer le mandat du Centre National de Recherche pour le Développement (CNRD) apparaît essentiel, notamment en y intégrant explicitement les sciences sociales. Une telle réforme permettrait d'améliorer la coordination du système, de clarifier les responsabilités institutionnelles et de mieux articuler les priorités nationales avec les activités de recherche, aujourd'hui fragmentées et peu structurées.

2. Renforcement des capacités humaines et de formation. Le déficit en capital humain constitue une contrainte majeure pour le développement de la recherche, avec un nombre limité de chercheurs et une concentration des structures doctorales. Le système ne compte actuellement que deux écoles doctorales, ce qui restreint fortement la formation avancée et la spécialisation. L'extension à plusieurs écoles doctorales spécialisées, combinée à des politiques incitatives pour mobiliser la diaspora scientifique, permettrait de renforcer durablement les compétences nationales. Ce levier vise également à améliorer la diversité des profils, notamment en favorisant une meilleure inclusion des femmes dans les carrières académiques.

3. Mécanismes de financement structurants et durables. Le financement actuel de la recherche, estimé à une faible part du PIB et largement absorbé par les dépenses de personnel, limite fortement les capacités opérationnelles du système. La mise en place d'un mécanisme dédié, tel qu'un fonds national orienté vers les sciences sociales, permettrait de mieux flécher les ressources vers les activités de recherche elles-mêmes (collecte de données, équipements, terrain). Au-delà de l'augmentation des montants, ce levier implique aussi une réforme des modalités de financement pour garantir la transparence, l'efficacité et l'alignement sur les priorités nationales de développement.

4. Reconfiguration des partenariats internationaux. Le Tchad bénéficie d'une ouverture importante à la coopération internationale, mais celle-ci reste souvent déséquilibrée et centrée sur l'appui technique ou la collecte de données. Transformer ces relations en véritables partenariats de co-production scientifique constitue un levier clé. Cela implique de renforcer le rôle des chercheurs nationaux dans la définition des agendas de recherche, la direction des projets et la valorisation des résultats. Une telle évolution permettrait d'accroître la qualité scientifique, la visibilité internationale et l'appropriation locale des connaissances produites.

5. Ancrage sociétal et valorisation des résultats. La faible utilisation des résultats de la recherche dans la société et dans les politiques publiques constitue une limite majeure. Le système souffre d'un déficit de vulgarisation et d'un manque d'interfaces entre chercheurs, décideurs et acteurs économiques. Le développement de mécanismes de transfert (comme les notes de politique publique) et l'implication accrue du secteur privé permettraient de renforcer l'impact des travaux scientifiques. Ce levier vise à faire de la recherche un outil concret d'aide à la décision et de transformation socio-économique, plutôt qu'une activité isolée du reste de la société.

6. Amélioration de la gouvernance académique. Enfin, la qualité de la gouvernance influence directement la crédibilité et la performance du système de recherche. Les pratiques actuelles, parfois marquées par des logiques de politisation, de favoritisme ou de faible transparence, nuisent à l'efficacité du secteur. Renforcer les mécanismes de gouvernance académique implique d'assurer l'indépendance des chercheurs, de promouvoir l'éthique scientifique et de protéger les travaux portant sur des questions sensibles. Ce levier est essentiel pour instaurer un environnement de confiance, stimuler la production scientifique et garantir la pertinence des recherches pour le débat public.

Conclusions

L'analyse du système de recherche en sciences sociales au Tchad met en évidence un écosystème encore fragile, marqué par des contraintes structurelles profondes mais également porteur de marges d'évolution significatives. Les déficits observés — en matière de financement, de production scientifique, de diffusion des résultats et d'intégration dans les politiques publiques — s'inscrivent dans un contexte socio-économique particulièrement contraint, où les priorités budgétaires et les conditions d'accès à l'éducation limitent l'essor du secteur.

Cependant, cette situation ne traduit pas une absence de dynamique, mais plutôt un système en transition, où les fondations institutionnelles existent mais restent insuffisamment consolidées. Les leviers identifiés soulignent qu'une transformation est possible à condition d'agir simultanément sur plusieurs dimensions : renforcer les institutions, investir dans le capital humain, réorganiser les mécanismes de financement et repenser les relations entre recherche, société et décision publique. Le développement de partenariats plus équilibrés et l'amélioration de la gouvernance académique apparaissent également déterminants pour crédibiliser et structurer le système à long terme.

En définitive, le défi pour le Tchad ne réside pas seulement dans l'augmentation des ressources, mais dans la capacité à construire un écosystème cohérent, intégré et orienté vers les besoins du développement national. Une recherche mieux structurée, plus visible et davantage mobilisée par les décideurs pourrait jouer un rôle central dans la compréhension des dynamiques sociales et dans l'élaboration de politiques publiques plus efficaces. Dans ce cadre, la recherche en sciences sociales doit être envisagée non pas comme un secteur périphérique, mais comme un levier stratégique pour accompagner les transformations économiques, politiques et sociales du pays.

Points clés

- **190^e sur 191 à l'IDH (2022)** : Le Tchad figure parmi les derniers pays au monde en développement humain, ce qui limite fortement le vivier de chercheurs et les capacités globales du système.
- **0,3 % du PIB consacré à la recherche (2016)** : Le financement public de la recherche reste extrêmement faible, bien en dessous des niveaux observés dans d'autres pays africains comparables.

- **Dépenses dominées par les salaires** : La majorité des budgets universitaires finance les charges de personnel, laissant très peu de ressources pour les équipements, les données ou les activités de terrain.
- **Seulement 2 écoles doctorales dans tout le pays** : Une capacité très limitée de formation à la recherche, concentrée principalement à l'Université de N'Djamena.
- **Production scientifique historiquement très faible (377 publications entre 1980 et 2017)** : Le Tchad est largement en retrait par rapport à d'autres pays du Sahel comme le Sénégal ou le Burkina Faso.
- **Produits de communication scientifique quasi inexistants (≈4 %)** : La diffusion est le maillon le plus faible, avec très peu de vulgarisation ou de valorisation des résultats de recherche.
- **Accès à Internet très limité (à peine >10 % après 2020)** : La fracture numérique freine l'accès aux bases de données, aux publications internationales et aux collaborations scientifiques.
- **Faible interaction avec les décideurs politiques** : Les autorités sollicitent rarement les chercheurs, et l'utilisation des résultats scientifiques dans les politiques publiques reste marginale.

Recommandations stratégiques

A. Institutionnaliser un pilotage central des sciences sociales

Attribuer officiellement au CNRD un mandat incluant les sciences sociales via un texte réglementaire révisé, puis définir un plan d'action pluriannuel (priorités de recherche, coordination des laboratoires, suivi des projets). Associer systématiquement le CNRD aux politiques publiques sectorielles pour intégrer la recherche en amont des décisions.

B. Étendre rapidement l'offre doctorale spécialisée

Créer progressivement 4 nouvelles écoles doctorales (objectif minimum : 6) en ciblant des disciplines clés (sciences politiques, sociologie, économie du développement). Mettre en place un programme national de bourses doctorales compétitives et contractualisées (financement + obligation de production scientifique), et renforcer les partenariats pour l'encadrement doctoral.

C. Mettre en place un fonds compétitif dédié à la recherche

Lancer un Fonds National de Recherche (FNR) avec une allocation initiale de 2 à 3 % du budget national, assorti d'appels à projets transparents et compétitifs. Structurer des guichets thématiques (priorités nationales) et ouvrir le financement à des co-contributions du secteur privé et des partenaires techniques.

D. Créer une plateforme nationale de publication scientifique

Établir une revue scientifique tchadienne en accès ouvert, avec comité éditorial structuré, processus d'évaluation par les pairs et mise en ligne systématique. Mettre en place une stratégie d'indexation internationale (bases académiques) et accompagner les chercheurs à la publication (formations, ateliers d'écriture).

E. Financer des programmes de recherche-action ciblés

Lancer des appels à projets dédiés à des thématiques prioritaires nationales (conflits, sécheresse, migrations), avec obligation d'implication d'acteurs locaux et de production de résultats utilisables (rapports opérationnels, notes de politique publique). Favoriser les projets interdisciplinaires avec impact direct sur les politiques sectorielles.

F. Institutionnaliser des comités d'éthique dans chaque université

Créer des comités d'éthique indépendants avec des procédures standardisées (examen des projets, validation méthodologique, suivi). Former les chercheurs aux normes éthiques et intégrer ces exigences dans les critères de financement et de publication pour améliorer la qualité et la crédibilité scientifique.

G. Structurer l'interface recherche-politiques publiques

Mettre en place des mécanismes formalisés de transfert (policy briefs, ateliers réguliers chercheurs-décideurs, cellules d'expertise dans les ministères). Introduire des exigences de valorisation dans les projets financés et suivre l'utilisation effective des résultats dans les politiques publiques.

H. Rééquilibrer la coopération internationale vers la co-production

Conditionner les partenariats internationaux à une participation substantielle des chercheurs tchadiens (co-pilotage, production conjointe, accès aux données). Développer des accords de recherche structurés permettant un transfert de compétences durable et une meilleure visibilité internationale des équipes nationales.



www.gdn.int

